



Bilan du Forum syndical international des transitions écologiques et sociales

Le Forum Syndical International des Transitions Écologiques et Sociales, initié par et dans lequel la CGT et ses organisations ont joué un rôle central, s'est tenu du lundi 14 juin au samedi 19 juin. Au cours de ces six journées, 19 ateliers se sont tenus, comptabilisant 8971 inscriptions et plusieurs milliers de connexions individuelles pour un total de plus de 30 heures de direct en 5 langues (français, anglais, espagnol, coréen et russe). Depuis les travaux préparatoires jusqu'aux débats publics de la semaine finale, ce sont environ 145 organisations (pour la plupart des syndicats), issues de plus de cinquante pays et représentatives des cinq continents, qui se sont investies et sont intervenues dans cet évènement qui constitue en terme organisationnel l'équivalent d'un congrès syndical international.

La préparation de ce Forum, décidée par la direction confédérale en novembre dernier, est le fruit d'un long processus d'échanges avec les organisations de la CGT. En janvier, une réunion de travail entre l'espace international confédéral et une vingtaine de fédérations, ainsi que les nombreux échanges qui lui ont succédé, nous a permis d'esquisser les grandes lignes de ce qui est devenu le programme de l'évènement. Cette optique transverse, associant enjeux interprofessionnels et sectoriels sur les questions environnementales et sociales, est ce qui a par la suite guidé notre communication auprès de nos partenaires internationaux. Dans la même logique de co-construction, les propositions diverses d'ateliers et l'inscription de nombreuses organisations dans le processus soulignent l'enthousiasme que la démarche a suscité tout en donnant au programme une dimension internationale particulièrement riche.

L'originalité du processus a reposé sur la conduite des travaux préparatoires dans les mois qui ont précédé le Forum. Ils ont réclamé une implication et une charge de travail non-négligeables pour des syndicalistes, par ailleurs souvent engagés dans des luttes au niveau national. Mais ils ont permis un travail de fond réel sur les sujets abordés et assuré une cohérence globale tant aux débats qu'aux perspectives qu'ils ont ouvert.

L'assemblée plénière de clôture a été l'occasion pour nos camarades, dirigeant.e.s syndicaux d'organisations des cinq continents, d'insister sur quelques faits saillants qui ont émaillé la semaine et constituent des chantiers clés que le syndicalisme doit investir pour répondre à l'urgence sociale et environnementale. La nécessité d'aborder les indispensables transformations de la production sous un angle intersectoriel ; la construction d'alliances larges sur des objectifs clairs pour établir un rapport de force réel ; le caractère indissociable des luttes démocratiques et sociales, et les besoins de solidarité internationale qui en découlent ; la question de la place et du périmètre de la propriété publique ; et la dimension fondamentalement internationale de la lutte contre le changement climatique, en particulier dans la compréhension des divergences d'intérêts entre le Nord et le Sud global largement instrumentalisées et structurées par les entreprises multinationales.

14 – 19 JUIN/JUNE/JUNIO/GIUGNO/ИЮНЯ 2021





Le matériel produit à l'issue de cette semaine, actes du Forum, synthèses écrites des ateliers et vidéos des débats, est en cours de préparation et sera mis à disposition des organisations CGT ainsi que de l'ensemble des participant.e.s. Pour la suite, de nombreuses organisations partie-prenantes nous ont fait part de leur volonté de poursuivre la démarche initiée, que ce soit en termes de mobilisation (notamment la Cop26 de Glasgow) ou d'approfondissement des discussions collectives et des propositions qui en découlent. Une rencontre pour en décider collectivement sera probablement proposée en septembre, nous vous en tiendrons évidemment informés.

L'appel commun du Forum

A l'issue de ce Forum Syndical International des Transitions Écologiques et Sociales, co-construit depuis plusieurs mois avec plus de 140 organisations de tous les continents, nous souhaitons adresser un appel à nos frères et sœurs du mouvement syndical et aux alliés avec qui nous luttons. Cet appel, basé sur nos expériences concrètes et les propositions venues de nos pratiques, nous invite à réaffirmer une série d'axes revendicatifs que nous estimons fondamentaux pour une transition juste et solidaire.

1. La voix des travailleuses et travailleurs qui s'expriment sur les défis auxquels ils sont confrontés dans leurs vies de salariés comme de citoyens, doit être entendue. C'est en partant du lieu de travail, des connaissances et savoir-faire de celles et ceux qui produisent, que nous parviendrons à construire des plans de transitions écologiques et sociales qui respectent l'humain comme la planète. Nous devons nous appuyer sur les connaissances de tous les travailleurs, y compris les femmes et les jeunes travailleurs qui sont actuellement marginalisés sur le lieu de travail. Nous exigeons une transition juste, préventive, incluant les travailleuses et les travailleurs dans les processus de décisions.

2. Le rôle, l'impact, le poids et le cynisme des multinationales face à l'urgence écologique et sociale, souvent en connivence avec les gouvernements, sont un obstacle fondamental à la mise en place d'une transition sérieuse. La lutte contre le changement climatique est illusoire sans une propriété publique des ressources et de l'énergie et de leurs gouvernances et contrôle démocratiques. Il est essentiel de porter le mot d'ordre d'une maîtrise publique de la production et des activités qui ont un impact sur l'environnement, et ce afin de préserver l'intérêt général.

3. La crise écologique mondiale implique et touche tous les secteurs de notre économie et de notre système productif, approfondissant les inégalités existantes et faisant payer le prix le plus lourd aux plus précaires d'entre nous. C'est à la sphère publique de planifier une réponse globale, d'anticiper les changements et reconstructions à opérer. Ces changements doivent s'opérer au niveau mondial, avec comme objectif la justice et l'égalité réelle entre les peuples.

4. Les luttes des travailleuses et travailleurs pour protéger la planète se joignent à celles contre les gouvernements libéral-autoritaires et néo-fascistes. Ces unions dans la lutte sont la démonstration qu'il ne pourra pas y avoir de changements de cap sans un renouveau démocratique. Luttés pour la démocratie et luttes pour le progrès social et environnemental sont

14 – 19 JUIN/JUNE/JUNIO/GIUGNO/ИЮНЯ 2021





intrinsèquement liées et sont portées de front par nombre d'organisations sur tous les continents.

5. Le travail se situe au centre de l'équation de la nécessaire transition écologique et sociale. Une réelle transition doit garantir à celles et ceux qui perdent leurs emplois aujourd'hui qu'ils puissent en trouver un demain d'une qualité égale ou supérieure. Cela implique de rééquilibrer les arbitrages qui prévalent actuellement, notamment dans le commerce international, afin de rendre effectives les normes environnementales et sociales globalement absentes, et d'imposer des critères de conditionnalité strictes aux plans de relance à travers le monde.

6. Il est nécessaire de poursuivre et d'amplifier nos échanges, nos débats, nos alliances pour porter nos revendications de manière unie et large et les faire advenir. C'est en construisant une solidarité effective et des espaces de coordination à l'échelle internationale que nous pourrons proposer des alternatives viables et rassembleuses face aux puissances que représentent les intérêts économiques et financiers organisés, soutenus par des rapports de forces politiques souvent défavorables à l'intérêt général. Ces alliances s'articulent aux luttes pour une égalité de genre et de lutte au racisme systémique. Tous et toutes ont droit à un accès égalitaire à des emplois de qualité permettant de réduire les GES.

Pour nous, le travail entrepris ne s'arrête pas ici. Nous savons que la lutte sera encore longue et qu'elle requiert toute notre implication, nous obligeant à dépasser nos contradictions, par la mise en commun de nos expériences, le débat entre nos propositions et enfin, toute la force de notre mobilisation.

Nous prenons donc l'engagement de continuer notre coopération, avec en ligne de mire une première étape : la COP26 de Glasgow en novembre de cette année. Nous y porterons nos revendications et travaillerons avec d'autres forces à la construction d'un mouvement large et unitaire vers une alternative écologique, sociale et démocratique.

Liste des organisations ayant pris part au Forum

Organisations et collectifs de la CGT :

Confédération CGT ; CGT-FAPT ; CGT-FNAF ; CGT Cheminots ; CGT-Construction, Bois et Ameublement ; CGT de l'Équipement et l'Environnement ; CGT Finances ; CGT des Officiers de la Marine Marchande ; FTM-CGT ; FNME-CGT ; FERC-CGT ; CGT Services publics ; CGT Santé ; CGT des Sociétés d'études, de conseil et de prévention ; CGT Transport ; UGICT-CGT ; INDECOSA-CGT ; URIF-CGT.

Collectif environnement ; collectif Femmes mixités ; collectif Industrie ; collectif Paix et désarmement ; collectif national des livreurs à vélos.

14 - 19 JUIN/JUNE/JUNIO/GIUGNO/ИЮНЯ 2021



Amériques :

AIMTA (Canada/Québec) ; Blue Planet Project (Canada) ; CMTC (Costa-Rica) ; CRFTQMM (Québec) ; CTA-T (Argentine) ; CTA-A (Argentine) ; CUPE (Canada) ; CUP-W (Canada) ; CUT Brasil (Brésil) ; CSP Conlutas (Brésil) ; FENATRAPECH-CUT (Chili) ; FTQ (Canada/Québec) ; CUT Chile (Chili) ; FTQ Construction (Québec) ; Métallos FTQ (Québec) ; OWTU (Trinidad-et-Tobago) ; SEIU (États-Unis) ; SEPB (Québec) ; SFCP (Canada) ; Taller Ecologista (Argentine) ; UE Union (États-Unis) ; Unifor (Canada).

Asie et Océanie :

Bir-Duino (Kirghizstan) ; CTUM (Myanmar) ; HKCTU (Hong-Kong) ; KCTU (Corée du Sud) ; KPTU-KCTU (Corée du Sud) ; KMWU-KCTU (Corée du Sud) ; NTUI (Inde) ; NZCTU (Nouvelle-Zélande) ; RMTU (Nouvelle-Zélande) ; SENTRO (Philippines) ; VTHC (Australie).

Afrique et Moyen-Orient:

AMCU (Afrique du Sud) ; Assemblée des Femmes – Union pour l'écologie (Turquie) ; ATGWU (Ouganda) ; CDT-C (Congo) ; CDT-M (Maroc) ; CGT-B (Burkina Faso) ; CRAAD-OI (Madagascar) ; CISL (Côte d'Ivoire) ; CSA (Sénégal) ; DISK (Turquie) ; FENASOL (Liban) ; FESACI-CG (Côte d'Ivoire) ; Justicitiz (Liberia) ; SYNAPARCAM (Cameroun) ; SYNATRAMIN-USTN (Niger) ; USLC (Cameroun) ; UGTT (Tunisie) ; UMT (Maroc) ; UNTM (Mali) ; SLLC (Sierra Leone).

Europe :

Alliance Citoyenne (France) ; ATTAC (France) ; BKDP (Belarus) ; CC.OO (Espagne) ; CC.OO Industria (Espagne) ; CC.OO Transporte (Espagne) ; CC.OO Servicios publicos (Espagne) ; CEPAG (Belgique) ; CGSP-ACOD (Belgique) ; CGIL (Italie) ; FILLEA-CGIL (Italie) ; CIG (Espagne) ; Confédération Paysanne (France) ; CSC-ASV (Belgique) ; Ex Lucas (Royaume-Uni) ; EYDAP (Grèce) ; EYATH Union (Grèce) ; Faire front (Belgique) ; FederConsumatori (Italie) ; FESMC-UGT (Espagne) ; FeSP UGT (Espagne) ; FGTB Métallos (Belgique) ; FICA-UGT (Espagne) ; FNPR (Russie) ; FNV (Pays-Bas) ; FPU (Ukraine) ; FSU (France) ; General Federation of PPC (Grèce) ; GLI (France) ; Intersindical Mujeres (Espagne) ; IWGB (Royaume-Uni) ; KTR (Russie) ; KVPU (Ukraine) ; LO (Suède) ; PCS (Royaume-Uni) ; « Plus jamais ça » (France) ; Pravo Na Vodou (Serbie) ; ReAct (France) ; Rosa Luxembourg Stiftung Brussels (Europe) ; SNETAP-FSU (France) ; Solidaires (France) ; SSP-VPOD (Suisse) ; STAL-CGTP (Portugal) ; STUC (Royaume-Uni) ; SUD-PTT (France) ; Sud Amazon (France) ; Sud Santé Sociaux (France) ; TUTD (Grèce) ; UGT (Espagne) ; UIL (Italie) ; UNIA Genève (Suisse) ; Unison (Royaume-Uni) ; Unite the Union (Royaume-Uni) ; University of Glasgow (Écosse) ; Ver.di (Allemagne).

Organisations internationales :

Alter Summit (Europe) ; Centre pour une Transition Juste – CSI (Monde) ; Coalition Cop26 (Monde) ; CES-ETUC (Europe) ; Confédération Syndicale des Amériques – TUCA-CSI (Amériques) ; Comités Femmes CSI (Monde) ; ECTUN (Europe) ; EPSU (Europe) ; ETF (Europe) ; FETBB (Europe) ; FMTS (Monde) ; Friday For Future (Monde) ; ITF (Monde) ; Plataforma Latinoamericana y Caribeña por la Justicia Climática – Accion Ecologica (Amérique Latine) ; Plataformas de acuerdos públicos de las Americas (Amérique du sud) ; PSI (Monde) ; PSI Africa (Afrique) ; PSI Asia Pacific (Asie) ; Solidar (Europe) ; TUED (Monde).